ASSEMBLÉE NATIONALE

8 mars 2021

VISANT À PROTÉGER LES JEUNES MINEURS DES CRIMES SEXUELS - (N° 3939)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 18

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 1ER BIS A

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La substitution du verbe exercer par le verbe avoir apparaî, concernant cette disposition, dangereux et contraire au principe de la présomption d'innocence.

Le simple fait d'avoir une autorité de droit ou de fait n'apparaît pas suffisant pour caractériser l'existence d'une contrainte. L'exercice de cette autorité, qui implique un ou plusieurs actes positifs de la part de l'auteur permet d'apporter un élément matériel à l'infraction. La contrainte et l'exercice de l'autorité de droit ou de fait peuvent être démontrées par de nombreux facteurs auxquels les juges sont très attentifs. Mais présumer d'une personne qu'elle a utilisé la contrainte parce qu'il existe une autorité de droit ou de fait et en l'absence d'éléments venant confirmer la contrainte semble contraire à la présomption d'innocence.

Par ailleurs l'article 222-22-1 du code pénal dans sa rédaction actuelle, étend, en son alinéa 2, le champ d'application de la contrainte en prévoyant des éléments permettant de caractériser ladite contrainte tels que la différence d'âge ou l'autorité de droit ou de fait de l'auteur sur la victime, laquelle peut également être caractérisée par une différence d'âge significative. Il apparaî donc que l'article proposé par ce texte n'apporte rien au droit positif. Il doit par conséquent être supprimé.